

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 26 avril 2024

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 février 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

route de Mousson
54700 Lesmenils

Références : TETING-SUR-NIED_SUEZ-RV-NORD-EST_2024-04-22_RAPVI_PPC_LVE_26136
Code AIOT : 0006201922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 février 2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue d'Hemering 57385 TETING-SUR-NIED. L'inspection a été annoncée le 14 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue d'Hemering 57385 TETING-SUR-NIED
- code AIOT : 0006201922
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société Suez RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Téting-sur-Nied, autorisée par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié.

La visite d'inspection du 29 février 2024 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS	Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositifs incendie	Arrêté ministériel du 15/02/2016, article 16 - alinéa VI partiel	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VLE rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral complémentaire du 06/07/2020, article 2	Susceptible de suites	Sans objet

		partiel		
3	Fréquence d'analyse des substances PFAS	Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
4	Volumes autorisés déchets	Arrêté préfectoral du 09/04/2019, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Durée de l'autorisation	Arrêté préfectoral du 09/04/2019, article 1.4.1	/	Sans objet
6	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-70	/	Sans objet
7	Rapport de base	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30	/	Sans objet
9	Exercices incendie	Arrêté ministériel du 15/02/2016, article 33 - alinéa IX	/	Sans objet
10	Plan de défense incendie	Arrêté ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de contrôle a porté sur les suites de la visite précédente du 8 février 2023, la campagne d'analyse des substances PFAS, les volumes autorisés de déchets, le dossier de réexamen IED et les dispositifs incendie.

Concernant la campagne d'analyses des substances PFAS, une action corrective est demandée à l'exploitant sous un délai d'un mois. En outre, une prescription fait l'objet d'une demande de justificatif dans le cadre des dispositifs prévus de lutte contre les incendies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 06/07/2020, article 2 partiel		
Thème(s) : Risques chroniques, VLE		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites 		
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes : « [...]		
Les rejets du moteur GM3 respectent les valeurs limites suivantes :		
Paramètres	Concentration en mg/Nm3	Flux total en kg/h
Poussières totales	150	0,76
CO	1200	6,11
COV non méthaniques	50	0,25
NOx	525	2,67
[...].		
Constats : Lors de la visite du 8 février 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les		

<p>analyses des rejets atmosphériques du moteur GM3 réalisées par l'organisme agréé SOCOTEC du 4 septembre 2020. L'inspection a noté un dépassement du flux mesuré sur le paramètre NOX (valeur mesurée de 2,76 kg/h, pour un flux autorisé de 2,67 kg/h).</p> <p>Au vu des faibles dépassements constatés pour le flux du paramètre NOX mesuré en 2020 et de l'engagement de l'exploitant de réaliser une nouvelle analyse en 2023, l'inspection des installations classées n'a pas proposé de suites administratives sur ce point et a demandé à l'exploitant de transmettre dès réception le rapport de contrôle 2023 des rejets du moteur GM3.</p> <p>Par courriel du 7 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les analyses des rejets atmosphériques du moteur GM3 réalisées par l'organisme agréé SOCOTEC du 25 septembre 2023.</p> <p>L'ensemble des concentrations et flux mesurés pour les paramètres cités sont conformes.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>Cette campagne porte sur :</p> <p>1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;</p> <p>2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [Tableau non reproduit]</p> <p>3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.</p> <p>Sont particulièrement concernées les substances suivantes : [Tableau non reproduit]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société SUEZ RV NORD EST est soumise à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3540 - Installation de stockage de déchets ; - 2760 - Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 ; - 2791 - Installation de traitement de déchets non dangereux de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <p>L'exploitant a présenté un devis signé du 21 février 2024 pour la réalisation des trois campagnes d'analyses par un organisme agréé (laboratoire CERECO qui réalise les prélèvements sur site et laboratoire AGROLAB qui réalise les analyses).</p> <p>L'exploitant a précisé que les campagnes d'analyses portent sur l'estimation de la quantité totale de substances PFAS présentes, l'analyse des 20 substances listées au 2° de l'article 3 susvisé ainsi que sur les 8 substances listées dans le tableau du 3° de l'article 3 car l'exploitant considère que ces substances sont potentiellement présentes dans les déchets enfouis.</p> <p>La première campagne d'analyses a eu lieu le 26 février 2024 sur les quatre points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur l'unité de traitement des lixiviats : deux prélèvements à l'entrée sur les deux bassins recueillant les lixiviats bruts et un prélèvement à la sortie de l'unité de traitement ; - dans le bassin des eaux pluviales EP3 qui reçoit les eaux de ruissellement de Téting 3 (casiers E et

<p>F). Le premier prélèvement du 26 février 2024 n'a pas pu avoir lieu au niveau du point de rejet du bassin EP3 car ce dernier n'était pas accessible (zone inondée). Le prélèvement a été effectué dans le bassin. L'inspection a constaté lors de la visite du 29 février 2024 que le site était encore inondé et qu'il n'était pas possible de réaliser un prélèvement en sortie du bassin.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas réaliser les campagnes d'analyses sur les points de rejets suivants de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RG1 : en sortie du bassin EP1 qui reçoit les eaux de ruissellement et les eaux de drainage de Téting 1 (zones 1, B et C). La période de post-exploitation de la zone Téting 1 a débuté le 1^{er} janvier 2009 ; - RG2 : en sortie du bassin EP2 qui reçoit les eaux de ruissellement et de drainage de Téting 2 (zone D). La période de post-exploitation de la zone Téting 2 a débuté le 22 février 2021. <p>La note d'application de la direction générale de prévention des risques du 20 février 2024 a apporté des précisions sur l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>La campagne d'analyse des PFAS n'est pas obligatoire pour les installations soumises à autorisation dont l'activité a cessé, est arrêtée, ou dont le récolement est fait et à la condition que les installations encore en activité ne soient pas soumises à autorisation.</p> <p>Bien que les zones Téting 1 et Téting 2 soient en post-exploitation, elles restent soumises au régime de l'autorisation. De plus, il subsiste sur le site des activités soumises à autorisation pour la réception de déchets, actuellement en exploitation (zone Téting 3). Par conséquent, l'exploitant n'est pas exempté de réaliser les analyses visées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pour les points de rejets RG1 et RG2.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de réaliser la campagne d'analyses visée à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pour les points de rejets RG1 (sortie du bassin EP1 qui reçoit les eaux de ruissellement et les eaux de drainage de Téting 1 (zones 1, B et C)) et RG2 (sortie du bassin EP2 qui reçoit les eaux de ruissellement et de drainage de Téting 2 (zone D)).</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>
--

N° 3 : Fréquence d'analyse des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>[Tableau non reproduit]</p> <p>[...]</p> <p>Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant étant soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3540 de la nomenclature ICPE, le délai de 9 mois après parution de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé est retenu pour la première campagne d'analyse des substances PFAS, soit avant le 20 mars 2024.</p>

L'exploitant a présenté un devis signé du 21 février 2024 pour la réalisation des trois campagnes d'analyses par un organisme agréé (laboratoire CERECO qui réalise les prélèvements sur site et laboratoire AGROLAB qui réalise les analyses). La première campagne d'analyses a eu lieu le 26 février 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Volumes autorisés déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/04/2019, article 1.2.1 partiel			
Thème(s) : Situation administrative, volume autorisé			
Prescription contrôlée : Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Les prescriptions de l'article I.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 sont remplacées par le tableau suivant :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
3540	Autorisation	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximale de 6 années
2760	Autorisation	Installations de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) autres installations que celles mentionnées au a	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximale de 6 années
[...]			
Constats : Les tonnages de déchets non dangereux enfouis sur le site de Téting-sur-Nied entre 2019 et 2023 sont les suivants : - 2019 : 239 561 tonnes ; - 2020 : 249 255 tonnes ; - 2021 : 249 275 tonnes ; - 2022 : 225 570 tonnes ; - 2023 : 169 792 tonnes. En moyenne de 2021 à 2023, l'exploitant a enfoui 214 879 tonnes de déchets. L'exploitant prévoit de stocker entre 75 000 et 80 000 tonnes de déchets en 2024.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 5 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/04/2019, article 1.4.1 partiel
Thème(s) : Situation administrative, durée autorisation
Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p>L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux est accordée jusqu'au premier des deux termes échu suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une durée maximale de 6 ans à compter de la notification du présent arrêté ; • pour un volume global d'enfouissement de 1 300 000 m³. <p>L'exploitation prendra fin à la première valeur atteinte.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'autorisation d'exploiter pour le stockage de déchets non dangereux cesse de produire effet lorsque l'une des deux conditions suivantes est atteinte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au 9 avril 2025 ou - lorsqu'il n'y a plus de vide de fouille (1 300 000 tonnes au maximum). <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'au 31 décembre 2023, le volume global d'enfouissement autorisé restant est de 500 000 m³.</p>
<p>Observations : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il souhaite déposer dans le courant du mois de juin 2024 un dossier de porter à connaissance demandant la prolongation de la durée de l'exploitation jusqu'en 2028 ou 2030 au vu du vide de fouille restant et de l'amélioration du taux de compactage des déchets (d'environ 1 tonne/m³ aujourd'hui, qui permet de gagner 20% de place par rapport à la technique mise en œuvre en 2021).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la configuration du site et des casiers restera identique. Les couvertures finales ne seront pas modifiées.</p> <p>L'exploitant a également précisé à l'inspection des installations classées qu'un effort sera réalisé pour la baisse des tonnages autorisés, en accord avec les documents de planification des déchets de la région Grand Est, puisque qu'il sollicitera une baisse du tonnage autorisé entre 80 000 à 100 000 tonnes en moyenne annuelle, contre 200 000 tonnes autorisés dans l'arrêté préfectoral du 9 avril 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dossier de réexamen IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, articles R.515-70 et suivants (partiels)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, IED- MTD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R.515-61 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L.512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions. <p>II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.</p> <p>III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ; b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ; c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée. <p>Article R.515-71 du code de l'environnement :</p> <p>I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R.515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques</p>

disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

II. – En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R.515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R.181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté. [...]

Article R. 515-73 du code de l'environnement :

Le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R.515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R.515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 ;

[...]

Constats :

Les exploitants d'installations IED visées à la rubrique 3540 doivent satisfaire à la directive IED, et mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets décrites dans le BREF relatif au traitement de déchets (WT). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à ce BREF ont été publiées au journal officiel de l'union européenne le 17 août 2018.

La date limite pour la remise des dossiers de réexamen était fixée au 17 août 2022.

Par courrier du 5 août 2022 transmis à la préfecture de la Moselle, la société SUEZ RV Nord Est a déposé un dossier de réexamen IED au titre de la rubrique principale 3540 - Installation de stockage de déchets et de la rubrique IED secondaire 3531 - élimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à certaines activités pour l'unité de traitement des lixiviats classée au titre de la rubrique 2791 avec une capacité annuelle autorisée de 100 tonnes par jour.

Les conclusions du BREF WT ne sont pas applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux. Aussi, la conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux constitue le socle minimum pour le respect des conclusions sur les MTD du BREF WT.

Le dossier de réexamen de l'exploitant du 5 août 2022 comporte un positionnement sur la conformité de l'installation à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, à sa version en vigueur au 5 août 2022. Le dossier de réexamen de l'exploitant comporte également l'avis prévu au 2° de l'article R.515-72 du code de l'environnement.

L'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux a été modifié par l'arrêté ministériel du 7 août 2023, publié au journal officiel le 27 octobre 2023.

5 MTD issues du BREF WT sont reprises dans cet arrêté ministériel modifié :

- la MTD n°14 sur la limitation des émissions atmosphériques diffuses ;
- la MTD n°11 sur la consommation d'eau ;
- la MTD n°23 sur l'efficacité énergétique (plan d'efficacité énergétique et bilan énergétique) ;
- les MTD n°19 et 20 sur l'optimisation de la consommation d'eau, la limitation des rejets aqueux et leur traitement.

L'exploitant s'est engagé lors de la visite d'inspection du 29 février 2024 à fournir pour le 30 avril 2024 au plus tard, en complément du dossier déjà remis un positionnement sur les seuls articles modifiés de l'arrêté ministériel, dans sa version du 7 octobre 2023.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les MTD reprises dans l'arrêté ministériel du 15 février 2016 dans sa version modifiée du 7 octobre 2023 sont déjà en place sur le site, hormis le programme de détection et de réparation des fuites des installations de valorisation et de destruction du biogaz (MTD 14), pour lequel l'exploitant proposera un délai de mise en

conformité dans les compléments du dossier de réexamen IED qui seront déposés le 30 avril 2024 au plus tard.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.515-30
Thème(s) : Autre, IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L.515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L.515-31.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L.512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L.181-12 et au dernier alinéa de l'article L.181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 5 août 2022, l'exploitant a transmis à la préfecture de la Moselle un dossier de réexamen IED pour la rubrique principale 3540 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Installation de stockage de déchets).</p> <p>L'exploitant précise dans son courrier du 5 août 2022 que le rapport de base a été fourni lors de la demande d'autorisation environnementale pour la poursuite de l'exploitation de stockage de déchets non dangereux de Téting-sur-Nied du 22 mars 2018.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositifs incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15/02/2016, article 16 - alinéa VI partiel
Thème(s) : Risques accidentels, prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation [...] sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>La zone en cours d'exploitation est équipée de deux détecteurs de températures (détecteurs de flammes) et de deux caméras thermiques.</p> <p>L'inspection a constaté que ces dispositifs de détection des départs incendie sont opérationnels et couvrent la zone en exploitation.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la société SECURITAS est connectée en permanence sur ces caméras. En cas de départ d'incendie détecté, une alarme est transmise à la société de surveillance du site. La société vérifie dans un premier temps que le déclenchement n'est pas un faux positif. En cas d'incendie avéré, la société appelle les services d'incendie et de secours ainsi que l'exploitant.</p>

<p>En complément de ces dispositifs, une présence permanente est assurée sur le site aux heures ouvrables. Deux à trois rondes sont réalisées de nuit ou lors des jours fériés pendant les périodes d'inactivité.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la caméra thermique qui a une vue d'ensemble de l'établissement permet d'assurer la ronde fixée dans l'arrêté ministériel deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les dispositifs de détection des incendies sont testés deux fois par semaine. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les registres de suivi du déclenchement des dispositifs de détection en période de test et le registre des appels téléphoniques de la société SECURITAS démontrant la bonne transmission des tests des dispositifs de détection des départs incendie.</p> <p>Concernant l'entretien des dispositifs, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le registre de suivi des maintenances effectuées sur ces dispositifs. L'inspection n'a pas d'observation sur ce registre.</p>
<p>Observations :</p> <p>Cette prescription n'est applicable qu'au 1^{er} juillet 2024. Elle sera vérifiée à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.</p> <p>La ronde prévue deux heures après la réception du dernier arrivage et avant le départ du personnel n'étant pas assurée par des personnes physiques, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous un mois les dispositions prévues en cas de panne des dispositifs de détection incendie (caméras) pour respecter la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Exercices incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15/02/2016, article 33 - alinéa IX partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention des accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IX. - [...] Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que des exercices incendie sont réalisés deux fois par an sur le site.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le dernier compte-rendu d'exercice avec le SDIS du 9 novembre 2023. L'inspection n'a pas d'observation sur ce compte-rendu.</p> <p>Par courriel du 18 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le compte-rendu d'exercice du 2 septembre 2023 antérieur à celui du 9 novembre 2023. L'inspection n'a pas d'observation sur ce compte-rendu. La fréquence minimale des exercices imposée par la prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15/02/2016, article 33 bis partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, plan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

Les dispositions du présent article entrent en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2024.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de défense incendie du site applicable pendant et en dehors des heures ouvrées du site.

Ce dernier comprend :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- les modalités d'accueil des services de secours en périodes ouvrées ;
- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par le personnel à compter de la détection d'un incendie (sécurisation de la zone, appel aux services de secours, liste des interlocuteurs externes et internes) ;
- un plan de situation des bassins de rétention, réseaux de collecte avec mention des ouvrages permettant leur isolement en cas de sinistre et les modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en exploitation avec une description des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité.

Le plan ne comprend pas :

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en période non ouvrées ;
- les compte-rendus des exercices de défense contre les incendies ;
- la justification des compétences du personnel susceptible en cas d'alerte d'intervenir avant l'arrivée des secours en matière de formation, qualification et d'entraînement ;
- les modalités de mise en œuvre en toutes circonstances de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- l'organisation de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le plan de défense incendie sera complété d'ici au 1^{er} juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite